

## DU RÉVISIONNISME D'EDUARD BERNSTEIN AU RÉFORMISME D'ALBERT THOMAS (1896-1914)

Emmanuel Jousse

IRICE | « Les cahiers Irice »

2008/2 n°2 | pages 39 à 52

ISSN 1967-2713

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.info/revue-les-cahiers-irice-2008-2-page-39.htm>  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour IRICE.

© IRICE. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

## Du révisionnisme d'Eduard Bernstein au réformisme d'Albert Thomas (1896-1914)<sup>1</sup>

Emmanuel JOUSSE

En 1896, un éclair déchire le ciel de la social-démocratie allemande. De son exil londonien où l'avait condamné le régime impérial allemand, Eduard Bernstein (1850-1933), alors considéré comme l'un des plus grands théoriciens du parti, fait paraître dans la revue *Die Neue Zeit* une série d'articles intitulée « Problèmes du socialisme ». Il renonce à croire que la société capitaliste s'effondrera à l'issue d'une catastrophe providentielle, amenant le prolétariat au pouvoir. Il défend l'application de réformes progressives qui conduiront pacifiquement vers l'idéal socialiste. Adapter le marxisme à une réalité économique et sociale en perpétuelle mutation pour mieux le préserver, voilà son ambition. Mais sa position éminente, ainsi que la teneur de ses thèses, suscitent de la part des plus radicaux des attaques fracassantes. Et pendant sept ans, jusqu'à sa condamnation définitive au congrès de Dresde en 1903, le défi révisionniste lancé par Bernstein fait vaciller sur ses bases le plus puissant parti socialiste d'Europe. Les congrès du SPD, ces célébrations de la force et de l'unité de la social-démocratie, deviennent les arènes où s'affrontent des opinions divergentes sur la théorie de la valeur ou le matérialisme historique. La presse résonne du péan entonné par les soutiens de Bernstein ou par ses adversaires, qui débattent ardemment du rapport entre marxisme et kantisme ou de la signification de la révolution. Évoqué de cette manière, le débat ouvert par Bernstein ne serait que des ratiocinations infinies sur l'œuvre de Marx et sa postérité. Mais cette querelle presque byzantine ne reste pas isolée dans les éthers de la théorie pure : elle brise des amitiés de jeunesse, comme celle de Bernstein et de Kautsky ; elle ébranle les convictions les plus profondes

---

<sup>1</sup> Emmanuel Jousse, *Réviser le marxisme*, Paris, L'Harmattan, coll. « Des poings et des roses », 2007 (prix 2006 de la Fondation Jean Jaurès).

des militants. Et l'onde de choc du révisionnisme se propage bien après 1903. Autour d'un homme et de ses idées se rassemblent des tendances réformistes jusque-là éparses, des partisans du travail parlementaire aux syndicalistes, ces groupes qui défendront un socialisme devenu le glaive de la République de Weimar après la défaite de 1918. De ce point de vue, la querelle révisionniste est essentielle pour comprendre le chemin du SPD vers la réforme au cours du XX<sup>e</sup> siècle.

Une telle mise en perspective ne doit cependant pas occulter la dimension européenne du mouvement. L'entreprise théorique de Bernstein est un avatar d'une révision plus globale du marxisme dans un sens réformiste, porté en Grande-Bretagne par la *Fabian Society*<sup>2</sup> par exemple. Or, sur ces débats, et malgré des relations privilégiées entretenues avec la social-démocratie allemande, les socialistes français se taisent. Quelques rares revues théoriques (*La Revue socialiste*, *Le Mouvement socialiste*, *Le Devenir social*) avertissent bien leurs lecteurs des débats épiques qui agitent le SPD, mais ni les dirigeants ni la presse quotidienne ne se prononcent. À l'origine de cette recherche se trouve donc un problème de proportion entre la France et l'Allemagne. Plusieurs explications ont été évoquées dans des travaux précédents : la faiblesse de l'implantation du marxisme en France, qui rend improbable toute révision doctrinale<sup>3</sup> ; l'incapacité presque ontologique du socialisme français d'adopter une orientation réformiste<sup>4</sup>. Aucune de ces explications n'est réellement satisfaisante, même si elles sont vérifiées dans une certaine mesure, parce qu'elles tentent, par une démarche comparatiste, de trouver en France la copie conforme du révisionnisme. Mais celui-ci est une arme de combat, utilisée dans une querelle en fonction d'intérêts politiques propres au parti social-démocrate allemand. La tentative de Bernstein a beau se diriger contre une théorie commune à l'Internationale, le fait qu'elle donne lieu à une controverse au sein du SPD suffit à en faire un débat tenu par des Allemands, et pour des Allemands. De sorte que le révisionnisme ne peut être intégré tel

<sup>2</sup> La *Fabian Society*, créée en 1884 est un cercle réunissant des intellectuels comme Sydney et Beatrice Webb ou G.B. Shaw qui défendent une vision empirique et scientifique du socialisme, fondée sur des études statistiques. Ces principes sont développés dans les *Fabian Essays* publiés en 1889. Leur objectif est la transformation graduelle de la société par l'appropriation et la gestion collective des moyens et des biens de production, sans révolution violente.

<sup>3</sup> Marie-Louise Goergen, *Les relations entre socialistes allemands et français à l'époque de la Deuxième Internationale, 1889-1914*, thèse de doctorat dirigée par Madeleine Rebérioux, soutenue en juin 1998 à l'université de Paris VIII, p. 529-563.

<sup>4</sup> Alain Bergounioux et Gérard Grunberg, *L'ambition et le remords*, Paris, Fayard, 2005.

quel en France, il faut tenir compte du chemin parcouru, obstrué d'une kyrielle d'obstacles, de la traduction aux interprétations.

La prise en compte de ces problèmes conduit à adopter une méthode d'analyse spécifique, celle des transferts culturels<sup>5</sup>, qui consiste à mettre en valeur les transformations qu'une pensée subit lorsqu'elle traverse les frontières. Elle s'apparente au jeu enfantin du « téléphone arabe » : un message est formulé en un temps, un espace et un contexte donnés, puis se transmet de bouche à oreille par un nombre déterminé d'intermédiaires qui déforment son contenu. Le message final diffère ainsi plus ou moins de sa référence originelle. Au lieu de trouver en France un mouvement similaire au révisionnisme, il s'agit de suivre l'idée de son point de départ à son point d'arrivée, qui ne peut être qu'un révisionnisme déformé, transformé et interprété. Une chaîne d'interprétation peut ainsi être dégagée, qui s'apparente à un chant à plusieurs voix qu'il faut décomposer.

### Le révisionnisme de Bernstein

C'est Bernstein qui donne le thème et le tempo, en tentant d'élargir le marxisme pour qu'il réponde mieux aux exigences de la société à l'aube du XX<sup>e</sup> siècle ; et que son but, le bouleversement du système bourgeois, s'intègre dans une évolution continue sans passer par une révolution violente. Après la publication de certaines de ses idées dans *Die Neue Zeit* entre 1896 et 1898 et les critiques enflammées qu'elles suscitent, Bernstein donne une tournure plus systématique à son propos dans un ouvrage publié en mars 1899, *Die Voraussetzungen des Sozialismus und die Aufgaben der Sozialdemokratie*<sup>6</sup>. Ce livre constitue la source principale pour définir la référence du transfert, sur le plan théorique comme sur le plan pratique.

Sur le plan théorique, Bernstein met en cause une vision déterministe et centrée sur l'économie de la conception matérialiste de l'histoire. Rappelons que la source théorique officielle du parti social-démocrate, le programme d'Erfurt adopté en 1891, s'appuie sur l'œuvre de Marx mais

<sup>5</sup> Michel Espagne, *Les transferts culturels franco-allemands*, Paris, PUF, 1999 ; Michel Espagne et Michael Werner (dir.), *Qu'est-ce qu'une littérature nationale ?*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1994.

<sup>6</sup> Eduard Bernstein, *Die Voraussetzungen des Sozialismus und die Aufgaben der Sozialdemokratie*, Stuttgart, Dietz, 1899.

en radicalise les conclusions. L'explication du devenir historique est réduite aux facteurs économiques : le monopole des moyens de production par les capitalistes entraîne avec « la nécessité des lois de nature »<sup>7</sup> la prolétarianisation des masses et la multiplication des crises qui plongent le système dans le chaos. À l'inverse, Bernstein défend le rôle que jouent d'autres facteurs que les simples relations de production dans l'évolution des sociétés (la morale, le droit, la croyance...). Par conséquent, le SPD doit non seulement imposer un système économique nouveau (la collectivisation des moyens de production), mais aussi défendre quotidiennement les droits politiques et sociaux des ouvriers.

La société décrite par Bernstein est donc complexe : il n'y a pas de concentration du capital, ni de prolétarianisation : le développement des sociétés cotées en bourse, la croissance des petites et moyennes structures de production ou de commerce montrent que le nombre de capitalistes (c'est-à-dire de possédants) augmente, et qu'une classe moyenne en expansion s'intercale entre le prolétariat et la bourgeoisie. Il n'y a pas d'aggravation des crises économiques, le capitalisme trouve, par l'expansion coloniale ou les systèmes de crédit, les moyens de s'adapter. Il ne sert à rien d'espérer une révolution violente qui donnera le pouvoir aux ouvriers. Ceux-ci sont trop inexpérimentés, trop divisés, aussi, pour diriger un État comme l'Allemagne. Bernstein ne renonce pas à la révolution pour autant, il continue à l'espérer mais sous une autre forme : celle d'une progression continue et pacifique qui permettra au prolétariat d'assumer son rôle en temps voulu. Il ne s'agit pas non plus de critiquer Marx, mais d'élargir sa théorie pour qu'elle réponde au mieux aux exigences de la société au tournant du siècle. Les considérations pratiques découlent de ce qui précède : la social-démocratie doit s'attacher à réaliser les droits des individus, ainsi que la démocratie, pour que l'action réformiste dans les instances du pouvoir soit efficace. C'est donc un retournement du programme du SPD que Bernstein préconise : le parti doit s'intégrer dans le régime existant et non s'en isoler en espérant une improbable révolution providentielle.

Ces propositions théoriques et pratiques soulèvent, dès 1896, les critiques des partisans d'une vision « insurrectionniste » du socialisme (Parvus, Rosa Luxemburg<sup>8</sup>), ou des défenseurs du programme d'Erfurt

<sup>7</sup> Cité par Edgard Milhaud, *La démocratie socialiste allemande*, Paris, Alcan, 1903, p. 55.

<sup>8</sup> Parvus (1847-1924) dirige à l'époque la *Sächsische Arbeiterzeitung*, et Rosa Luxemburg (1871-1919), qui vient d'adhérer au SPD après avoir pris la nationalité allemande, se fait connaître dans la *Leipziger Volkszeitung*.

(Bebel, Kautsky<sup>9</sup>). Ces voix contradictoires contribuent à transformer considérablement le thème initial, celui de Bernstein.

La manière dont ses adversaires lisent ses premiers articles est éclairante à cet égard. Dans l'un d'eux, intitulé « La théorie de l'effondrement et la politique coloniale », paru en janvier 1898, Bernstein écrit « Le but, quel qu'il soit, n'est rien pour moi, le mouvement est tout »<sup>10</sup>. Le but, pour lui, est celui que la social-démocratie allemande s'est fixé : attendre que le système capitaliste tombe comme un fruit mûr en renforçant les organisations pour qu'elles prennent le pouvoir en temps voulu<sup>11</sup>. Bernstein juge cette perspective utopique :

« Si l'on entend par réalisation du socialisme l'établissement d'une société réglée en tout point d'une manière rigoureusement communiste, je n'hésite assurément pas à déclarer qu'elle me paraît se trouver dans un avenir passablement lointain »<sup>12</sup>.

Quant au mouvement, il consiste, pour Bernstein, à subvertir le régime capitaliste pour lui substituer progressivement la société socialiste. Il ne renonce donc ni à la révolution (qu'il pense comme un bouleversement social), ni à l'idéal socialiste. Ce qu'il met en cause, c'est la méthode réalisant ces objectifs, prenant le parti de l'évolution pacifique contre la violence. Or, les attaques des radicaux se focalisent sur cette phrase, coupée de son contexte, qui est donnée comme preuve d'une apostasie de l'ancien disciple d'Engels. Karl Kautsky, par la réponse qu'il adresse au défi révisionniste en 1900 dans *Le Marxisme et son critique Bernstein*<sup>13</sup>, contribue à cautionner ces déformations. En radicalisant les arguments

<sup>9</sup> August Bebel (1840-1913) est le chef historique et le plus prestigieux du parti. Karl Kautsky (1854-1938), proche collaborateur et ami de Bernstein, est considéré à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle comme l'un des maîtres du marxisme en Allemagne. Lors de la crise révisionniste, Bebel et Kautsky s'emploient conjointement à triompher du révisionnisme, le premier le vouant aux gémonies lors de discours-fleuve pendant les congrès du parti, le second le discréditant dans la presse socialiste.

<sup>10</sup> Cité par Bo Gustafsson, *Marxismus und Revisionismus*, Frankfurt-am-Main, Europäische Verlagsanstalt, 1972, p. 108.

<sup>11</sup> Bernstein précise d'ailleurs sur le but du socialisme : « Was man gemeinhin unter "Endziel des Sozialismus" versteht » (« ce que l'on entend d'ordinaire par "but final du socialisme" »), cité par Bo Gustafsson, *Marxismus und Revisionismus...*, op. cit., p. 108. Notons que Bernstein emploie, à dessein, des termes impersonnels pour qualifier le but final du socialisme (*man, gemeinhin*), montrant qu'il vise l'interprétation communément admise du marxisme (c'est-à-dire celle du programme d'Erfurt).

<sup>12</sup> Cité par Edgard Milhaud, *La démocratie socialiste allemande...*, op. cit., p. 567.

<sup>13</sup> Karl Kautsky, *Le Marxisme et son critique Bernstein* (traduction Martin Leray), Paris, Stock, 1900.

de son adversaire, il en fait un ennemi du marxisme, un contempteur de la révolution<sup>14</sup>.

Soulignons enfin le rôle joué par les partisans de Bernstein eux-mêmes dans ces processus de déformation. Alors que celui-ci, encore en exil, ne peut participer aux congrès de Stuttgart (1898) et de Hanovre (1899) où il est mis en accusation, il est défendu par les socialistes favorables aux réformes ponctuelles votées au Parlement<sup>15</sup>, facilitant l'assimilation entre révisionnisme et opportunisme politique. D'autres partisans de Bernstein se déclarent en faveur d'un socialisme éthique, abandonnant le déterminisme des marxistes orthodoxes pour intégrer certains aspects de la pensée kantienne. Bernstein n'est pas favorable à ce genre de syncrétisme, mais, là encore, les prises de position de ses alliés introduisent une confusion entre le révisionnisme et ce « retour à Kant ».

Il serait donc illusoire de chercher en France un équivalent du révisionnisme, parce que les idées de Bernstein ont déjà fait, en Allemagne, l'objet de déformations qui en altèrent le sens : il serait hostile à Marx et à la révolution, il serait favorable à une interprétation kantienne du socialisme, il soutiendrait une compromission des socialistes avec un gouvernement bourgeois. C'est sur ce contrepoint que se développent les variations françaises sur le révisionnisme.

### **Le premier transfert du révisionnisme en France (1898-1904)**

Ces variations, en France, sont interprétées par les socialistes qui écrivent dans des revues théoriques, comme *La Revue socialiste*, où sont publiés une quinzaine d'articles sur la querelle entre 1898 et 1901. « La plus vieille dame du socialisme français »<sup>16</sup> est un terreau favorable au transfert : l'ambition de Benoît Malon, le fondateur de la revue en 1885, était d'offrir une tribune à tous les courants intellectuels du socialisme, même les plus hétérodoxes. Beaucoup de collaborateurs sont d'ailleurs en contact avec Bernstein : Georges Sorel entretient une correspondance

<sup>14</sup> Il déclare ainsi que Bernstein, « un socialiste éminent, un des marxistes "les plus orthodoxes", écrit un livre dans lequel il brûle ce qu'il a adoré jusqu'ici et adore ce qu'il a brûlé », Karl Kautsky, *Le Marxisme et son critique Bernstein...*, op. cit., p. 1.

<sup>15</sup> Comme Georg von Vollmar (1850-1922), le chef des réformistes bavarois ou Eduard David (1863-1930), partisan d'un socialisme agraire s'accommodant du maintien de la petite propriété.

<sup>16</sup> Madeleine Rebérioux, « La Revue socialiste », *Cahiers Georges Sorel*, n° 5, 1987, p. 15.

avec lui depuis 1898<sup>17</sup>, ainsi que Charles Rappoport<sup>18</sup> ou Eugène Fournière<sup>19</sup>.

L'aspect le plus intéressant qui se donne à voir dans *La Revue socialiste* n'est pas la relation exacte de ce qu'est le révisionnisme, mais la manière dont il est utilisé par les contributeurs pour étayer leurs propres positions. L'accent mis par Bernstein sur la dimension éthique du socialisme, sa compromission supposée avec le kantisme, sert à défendre l'intervention en faveur de Dreyfus lors de l'Affaire qui connaît son acmé à cette période<sup>20</sup>. Le fait que le révisionniste parle en faveur d'une intégration de la social-démocratie au système démocratique fournit un argument justifiant la participation d'Alexandre Millerand au cabinet Waldeck-Rousseau en juin 1899<sup>21</sup>. Ces deux exemples montrent que la lecture française du révisionnisme se fonde sur les déformations allemandes (Bernstein est favorable à un « retour à Kant » et à une coopération franche avec les partis bourgeois dans un système gouvernemental préservé). Ensuite, ces transformations sont utilisées pour répondre à des enjeux spécifiquement français (l'Affaire Dreyfus, le cas Millerand). Mais la discussion s'arrête assez tôt : pour beaucoup, la condamnation du révisionnisme, ainsi que le tour très personnel qu'ont pris les débats, sont une déception. Ils espéraient le renouvellement d'une doctrine sclérosée par le révisionnisme ; ils constatent qu'il n'est qu'une lutte de factions<sup>22</sup>. Et en 1903-1904, l'heure n'est plus à la révision, mais à la construction. L'unité, réalisée difficilement en 1905 par la fondation de la SFIO, exige un accord minimal sur la doctrine. Seul le marxisme peut le lui fournir.

Ces déformations sont dans une large mesure véhiculées par la traduction de *Die Voraussetzungen des Sozialismus*, qui paraît chez Stock

<sup>17</sup> Michel Prat, « Lettres de Georges Sorel à Eduard Bernstein (1898-1902), *Mil Neuf Cent*, n° 11, 1993, p. 141-197.

<sup>18</sup> Charles Rappoport, *Une vie révolutionnaire 1883-1940. Les mémoires de Charles Rappoport*, texte établi et annoté par Harvey Goldberg et Georges Haupt, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1991.

<sup>19</sup> Fonds Fournière, IFHS 14AS181<sup>2</sup>.

<sup>20</sup> Eugène Fournière, *Revue des livres, La Revue socialiste*, n° 182, février 1900, tome XXXI, p. 229.

<sup>21</sup> Olivier Prawdine, « Orthodoxes et critiques », *La Revue socialiste*, n° 192, décembre 1900, tome XXXII, p. 722.

<sup>22</sup> Charles Rappoport, « La liberté de critique au Congrès de Lübeck », *La Revue socialiste*, n° 203, novembre 1901, tome XXXIV, p. 577-578.



en 1900. La correspondance de Georges Sorel, qui se fait l'intermédiaire entre l'éditeur français et Bernstein, ainsi que les comptes rendus publiés dans des revues théoriques (*Notes critiques*, *La Revue socialiste*), permettent d'affiner la chronologie. En mars 1899, le livre paraît en Allemagne. En septembre, Stock est toujours à la recherche d'un traducteur<sup>23</sup>, avant de choisir Alexandre Cohen. La traduction est publiée en janvier 1900 au plus tard, puisque *Notes critiques* fournit un compte rendu de l'ouvrage dans son numéro du 10 janvier 1900<sup>24</sup>. Cohen n'a donc disposé que de quatre mois pour réaliser son travail, ce qui explique les nombreuses erreurs qu'il contient.

Trois sont déterminantes dans le processus de transfert du révisionnisme en France. Cohen omet d'abord fréquemment d'encadrer les citations par des guillemets, et le lecteur français ne sait plus si ces phrases sont à mettre au compte de Marx et d'Engels, ou doivent être attribuées à l'auteur. Dans la mesure où la référence aux Dioscures est une garantie de légitimité, ce simple défaut a des conséquences graves sur la manière dont les Français lisent Bernstein : il n'est plus possible pour eux de savoir exactement s'il critique le marxisme ou s'il l'élargit. Cohen, de plus, ne traduit que 25 des 85 notes *infra* paginales de l'édition originale, sous le prétexte qu'elles concernent la querelle allemande et ne peuvent intéresser le public français. Or, dans l'édition allemande, 16 d'entre elles appartiennent effectivement à cette catégorie. Mais 20 sont des précisions apportées par l'auteur pour nuancer son propos, 28 donnent les références des citations utilisées, 21 complètent les données chiffrées qui appuient ses arguments. Les notes conservées dans la traduction concernent majoritairement cette dernière catégorie. La version française est donc moins précise que l'original allemand. Enfin, la traduction du dernier chapitre donne à voir un écart important entre le texte original et sa traduction. Dans ce passage, Bernstein dénonce le primat accordé à la violence dans le processus révolutionnaire : dans un système démocratique ou de suffrage universel, la minorité des possédants ne peut réellement freiner le progrès social et, de ce fait, le recours à l'insurrection ne peut être accepté. Dans le texte allemand, le mot pour désigner cette tendance est « Gewalt » (violence), et lorsque Bernstein utilise des expressions comme « revolutionäre Aktion » ou

<sup>23</sup> Lettre de Sorel à Bernstein, 15 septembre 1899, dans Michel Prat, « Lettres de Georges Sorel à Eduard Bernstein... », art. cit., p. 161.

<sup>24</sup> *Notes critiques*. *Science sociale*, n° 1, 10 janvier 1900, p. 13-14.

« revolutionäre Katastrophe »<sup>25</sup>, il précise toujours que le mot « révolution » doit être entendu comme signifiant « violence ». Il n'y a donc pas d'ambiguïté dans le texte allemand. Or, dans la traduction, toutes ces précautions disparaissent. Et Alexandre Cohen traduit systématiquement « Gewalt » par « action » ou par « mouvement ». Pour le lecteur français, Bernstein ne dénonce pas « la violence révolutionnaire », mais le « mouvement révolutionnaire », c'est-à-dire la révolution tout court. La traduction ne fait ainsi que confirmer les accusations des marxistes orthodoxes allemands, mais au prix de déformations considérables.

Celles-ci pèsent très lourd dans le refus des socialistes français de se déclarer partisans de Bernstein. En février 1900, Jean Jaurès prononce une conférence sur le débat où il déclare que « dans la controverse qui s'est élevée au sujet des principes et de la méthode du socialisme entre Bernstein et Kautsky, je suis, dans l'ensemble, avec Kautsky »<sup>26</sup>. Dans les détails, en revanche, il se trouve d'accord avec Bernstein sur l'essentiel. Lui aussi soutient que « le marxisme lui-même contient les moyens de compléter et de renouveler le marxisme là où il le faut »<sup>27</sup>, lui aussi pense que l'amélioration quotidienne des conditions de vie des ouvriers « n'est nullement inconciliable avec la théorie marxiste de la valeur »<sup>28</sup>. Lui aussi reconnaît dans l'évolution historique une logique propre aux systèmes d'idées et à la morale, sans mettre en cause la suprématie des facteurs économiques. Pourquoi Jaurès se déclare-t-il alors partisan de Kautsky ? Au-delà des explications stratégiques, c'est la méprise sur le concept de révolution chez Bernstein qui constitue un obstacle insurmontable. Ses critiques allemands l'ont affirmé ; sa traduction en a enraciné l'idée : Bernstein dénie à la révolution tout rôle dans l'avènement de la société socialiste. Et pour Jaurès, attaché au mythe de la Révolution française, cette conclusion est inacceptable : « il faut que les travailleurs se sentent aidés par la logique même de l'histoire »<sup>29</sup>.

Ainsi, le silence des socialistes français sur la querelle révisionniste n'est qu'une conséquence des multiples méprises dont les thèses de Bernstein ont fait l'objet. Une autre transformation permet d'éclairer la

<sup>25</sup> « Action révolutionnaire », « catastrophe révolutionnaire ».

<sup>26</sup> Jean Jaurès, *Bernstein et l'évolution de la méthode socialiste*, Paris, Librairie populaire, 1926, p. 1.

<sup>27</sup> *Ibid.*

<sup>28</sup> *Ibid.*, p. 7.

<sup>29</sup> *Ibid.*, p. 17.

manière dont la frontière se ferme au révisionnisme : son assimilation avec le ministérialisme. Le livre de Bernstein est assez clair sur ce point : les socialistes partagent avec les libéraux une source philosophique, mais entre le SPD et les partis bourgeois, « il ne peut naturellement régner que l'antagonisme »<sup>30</sup>. Il ne parle donc pas en faveur d'une collaboration du parti avec les autres organisations partisans, ni d'une participation des socialistes au gouvernement. Mais comme il est soutenu en Allemagne par des réformistes favorables à ces opportunités politiques, il est soupçonné de compromission avec le régime impérial allemand. De plus, ceux qui soutiennent Bernstein en France sont également des partisans de l'expérience ministérielle d'Alexandre Millerand, nommé ministre du Commerce et de l'Industrie par le président du Conseil Waldeck-Rousseau en juin 1899. Pour les socialistes français, le révisionnisme n'est qu'un avatar allemand du millerandisme. De sorte que lorsque Jules Guesde veut unifier le mouvement à son profit et contre Jaurès (qui défend, dans certaines circonstances, la participation d'un socialiste au gouvernement), il utilise cette confusion. En demandant au congrès de l'Internationale à Amsterdam en 1904 d'entériner la résolution rejetant le révisionnisme, votée par le SPD à Dresde quelques mois auparavant, il espère condamner, une fois pour toutes, la voie jaurésienne et enfermer le parti dans une rigidité doctrinale dont il s'est fait l'apôtre. Le ministérialisme de Millerand est ainsi mis sur le même plan que le révisionnisme de Bernstein ; l'unité de la SFIO est acquise par le refus des deux mouvements. Le mutisme français sur le révisionnisme ne s'explique ni par une faiblesse de la théorie marxiste, ni par une « spécificité » française. Il est imputable à des stratégies politiques qui utilisent des déformations de la pensée de Bernstein au profit d'intérêts particuliers. Cette méprise est donc fondamentale pour expliquer qu'après une brève tentative de discussion entre 1898 et 1903, la frontière se ferme dès 1904.

### Le révisionnisme et le réformisme d'Albert Thomas

Pas totalement, toutefois. Au compte-gouttes, d'autres articles sur le révisionnisme paraissent dans *La Revue socialiste* sous la plume de Maurice Halbwachs, alors fraîchement sorti de l'École normale

<sup>30</sup> Eduard Bernstein, *Die Voraussetzungen des Sozialismus und die Aufgaben der Sozialdemokratie*, Stuttgart, Dietz, 1899, p. 129 (nous traduisons).

supérieure et jeune agrégé de philosophie<sup>31</sup>. Le révisionnisme peut donc passer en France par d'autres canaux, le plus intéressant est le milieu socialiste normalien, composé d'intellectuels qui s'engagent pour la révision du procès d'Alfred Dreyfus et qui soutiennent l'expérience Millerand. Ces enjeux fondamentaux sont précisément ceux qui avaient justifié le soutien accordé par certains collaborateurs de *La Revue socialiste* au révisionnisme. La position du groupe vis-à-vis de la théorie marxiste est, au fond, assez comparable à celle de Bernstein : ils passent les textes de Marx au crible d'une critique scientifique rigoureuse, ils cherchent à fonder l'action socialiste sur un examen approfondi des faits sociaux. Logiquement, le révisionnisme devrait être discuté dans les publications qu'animent ces intellectuels, comme la revue *Notes critiques. Science sociale*, qui paraît entre 1900 et 1906. Or, Bernstein n'y occupe à l'origine qu'une place assez marginale. Pour les collaborateurs de la revue, il ne sort pas des catégories de pensée du marxisme et son entreprise est vouée à l'échec puisqu'il reproduit les défauts de son maître<sup>32</sup>. Les normaliens semblent donc adopter d'abord le point de vue d'une grande majorité de socialistes en France : le mutisme.

Ce silence est également nourri par un effet de génération : lorsque le réseau se forme autour de projets communs (la Société nouvelle de librairie et d'édition, leur organe de publication fondé en 1899<sup>33</sup>, la revue *Notes critiques*), il est mené par des intellectuels comme Lucien Herr ou Charles Andler qui ont déjà critiqué le marxisme dès la fin des années 1880. Ils se sont appuyés sur des sources plus anciennes que le révisionnisme : le socialisme d'État allemand pour Andler<sup>34</sup>, le socialisme

---

<sup>31</sup> « La psychologie de l'ouvrier moderne d'après Bernstein », *La Revue socialiste*, n° 241, janvier 1905, p. 46-57, et « La science et l'action sociale d'après Bernstein », *La Revue socialiste*, n° 245, mai 1905, p. 523-535.

<sup>32</sup> *Notes critiques. Science sociale*, n° 37, octobre 1904, p. 214-215.

<sup>33</sup> Il s'agit de la maison d'édition qui remplace la Librairie Georges Bellais de Charles Péguy, fondée en mai 1898, tombée en faillite et reprise par un groupe de normaliens dirigés par Lucien Herr et Charles Andler.

<sup>34</sup> Le socialisme d'État, ou « socialisme de la chaire », est une tendance portée par des universitaires allemands comme Gustav Schmoller, Adolph Wagner ou Werner Sombart, qui cherchent des solutions à la question sociale dans une intervention énergique de l'État. Ils créent ensemble la *Verein für Sozialpolitik* en 1872, une association qui produit régulièrement des enquêtes statistiques et des monographies, visant à fonder une politique sociale sur un examen objectif des faits. Le groupe a une grande influence sur Andler et sur Émile Durkheim.

éthique de Lavrov pour Herr<sup>35</sup>. Pour eux, la révision du marxisme de Bernstein arrive trop tard, leur opinion sur la question est déjà faite.

En revanche, et l'étude détaillée de *Notes critiques* le montre, Bernstein rencontre davantage de succès auprès des benjamins du réseau – comme Maurice Halbwachs ou Albert Thomas –, qui interviennent plus fréquemment dans la revue après 1903. S'ils restent méfiants envers le révisionnisme théorique comme leurs aînés, ils sont favorables à ses propositions pratiques, qui correspondent à leurs propres ambitions : intégrer la jeune SFIO à la République et remplacer la révolution violente par un réformisme progressif. C'est la jeune garde du socialisme normalien, menée par Albert Thomas, qui soutient le révisionnisme en France.

Albert Thomas part en voyage d'études en Allemagne en 1902-1903. Il y rencontre Eduard Bernstein, avec qui il entretient une correspondance régulière, et qui l'introduit auprès de ses partisans<sup>36</sup>. Lorsqu'il rentre en France, Albert Thomas est acquis au révisionnisme, qu'il tente d'adapter au contexte français alors qu'il prend successivement la tête de deux revues : *La Revue syndicaliste* (1905-1910), puis *La Revue socialiste*. Son orientation révisionniste demeure discrète dans la première, elle est clairement assumée dans la seconde. Pour le 25<sup>e</sup> anniversaire de *La Revue socialiste*, une lettre de Bernstein est lue publiquement. Il y souligne « l'identité des idées et principes à l'égard du mouvement socialiste international » entre lui-même et la revue. Thomas répond : « nous serons, à *La Revue socialiste*, éternellement des révisionnistes »<sup>37</sup>.

Nuançons le propos : Albert Thomas et ses collaborateurs interprètent et déforment la pensée de Bernstein, choisissant les seuls aspects qui servent leurs propres convictions. Les aspects théoriques du révisionnisme sont rejetés, mais la posture critique qu'il incarne est saluée comme « la tâche nécessaire à la critique socialiste, qui est elle-

<sup>35</sup> Pierre Lavrov (1823-1900) est un socialiste russe exilé en France, qui donne à l'individu et à son esprit critique un rôle fondamental dans l'évolution historique. La société idéale ne découle pas seulement d'une nécessité économique, mais également de l'action d'une minorité agissante qui doit éclairer les masses.

<sup>36</sup> AN, 94AP/471.

<sup>37</sup> « Le vingt-cinquième anniversaire de *La Revue socialiste* », *La Revue socialiste*, n° 302, février 1910, p. 99 et 107.

même inséparable du travail de révision doctrinale »<sup>38</sup>. Mais les idées de Bernstein elles-mêmes ne sont pas reprises, elles sont réduites à leurs éléments les plus simples, puis réintégrées dans des argumentaires différents. Ainsi, Eugène Fournière tente de montrer la valeur des coopératives de consommation rejetées par les marxistes orthodoxes, en dessinant un contraste entre ceux qui les rejettent malgré les faits, et ceux qui, comme Bernstein, les défendent après avoir constaté que les évolutions économiques et sociales exigent une modification de la doctrine. Mais cette référence au révisionnisme sert une démonstration différente : pour Bernstein, la coopérative de consommation est au capitalisme ce que la démocratie est au système politique bourgeois : un moyen d'amener la société idéale. Les deux processus vont de pair, il ne peut y avoir de socialisation des moyens de production par la coopération sans réalisation de la démocratie, et *vice-versa*. Fournière brise ce lien : « L'État et la commune socialiseront dans leur domaine, et la coopération dans le sien »<sup>39</sup>. Le fond de l'argument de Bernstein sur les coopératives de consommation est donc abandonné, son nom est utilisé pour justifier une position qui n'est pas la sienne.

Ce que l'équipe de *La Revue socialiste* retient du révisionnisme de Bernstein, c'est donc une orientation politique (la critique de l'orthodoxie doctrinale qui isole le socialisme sur la scène politique), et une référence doctrinale, qui permet de fournir une fondation théorique à une tendance réformiste en formation. Albert Thomas s'en fait le principal avocat dans une brochure publiée en 1913, *La politique socialiste*<sup>40</sup>. Le révisionnisme est intégré comme posture politique et comme référence théorique, mais pour justifier une conception spécifiquement française du réformisme : un socialisme intégré à la République, n'hésitant pas à participer au gouvernement ou à le soutenir si besoin, servant l'intérêt national et non le strict intérêt de classe. Avec Thomas, il est donc justifié de parler d'un révisionnisme français qui structure, pour une part, l'appareil conceptuel et argumentaire d'un réformisme encore possible avant 1914.

---

<sup>38</sup> Hubert Bourgin, « Le socialisme et la concentration industrielle », *La Revue socialiste*, n° 306, juin 1910, p. 487.

<sup>39</sup> Eugène Fournière, « L'évolution de la doctrine socialiste sur la coopération », *La Revue socialiste*, n° 305, p. 406.

<sup>40</sup> Albert Thomas, *La politique socialiste*, Paris, Marcel Rivière, 1913.

La chaîne d'interprétations successives conduisant le révisionnisme des congrès allemands au réformisme d'Albert Thomas, en passant par *La Revue socialiste* et le réseau normalien, est donc nettement identifiable. Certes, elle ne lie que des milieux marginaux, au courant des nuances infinies d'un marxisme encore en pleine élaboration. Mais le fait qu'elle aboutisse à Thomas lui accorde une place qui ne peut être négligée : son interprétation du révisionnisme oriente, pour une part, la ligne politique réformiste qu'il défend avant 1914, et son action au ministère de l'Armement en 1916-1917.

Une telle conclusion permet de montrer qu'en dépit de l'incapacité certaine de la SFIO à éclaircir son rapport à la République et à la nation, le parti n'est pas encore enfermé dans l'alternative presque cornélienne de l'après-guerre : participer au pouvoir mais perdre l'identité révolutionnaire ; maintenir le dogme marxiste mais s'exclure du système républicain. Une porte de sortie reste entrebâillée, celle du réformisme d'Albert Thomas, nourrie en partie du révisionnisme de Bernstein. Il n'est donc pas dit que le socialisme français ne prendra pas le chemin de la social-démocratie allemande, cette porte peut devenir une possibilité réelle de réconciliation de la SFIO avec la République, un espoir d'amener l'idéal socialiste pacifiquement, progressivement et démocratiquement.

Cette possibilité n'échoue pas à cause de logiques internes au parti qui ne pourrait admettre la voie de la réforme, mais avec l'expérience traumatique de la guerre et l'espoir immense que soulève la Révolution d'Octobre. Le socialisme français avant 1914 n'est donc pas un atoll isolé dans l'Internationale, à mille lieues du continent de la social-démocratie allemande. Ses choix et ses orientations, définis entre la fondation de la SFIO en 1905 et la Grande Guerre sont nourris de transferts et d'adaptations, jetant des ponts avec les partis-frères européens, donnant à voir un mouvement multiforme, ouvert, et construit par les hommes qui le pensent.